



PRIX DU PÉTROLE: PAS DE PRÉCIPITATION

AGEFI - 13.03.2026

«DAVANTAGE QUE LE PRIX DE L'ÉNERGIE, CE SONT SES AMPLES FLUCTUATIONS QU'IL S'AGIT DE MAÎTRISER.»

Dès les premières heures de l'attaque sur l'Iran et des ripostes sur le golfe Persique, le monde occidental a réalisé que ces événements allaient faire s'envoler le prix du pétrole. On a vu le baril frôler les 120 dollars au bout de quelques jours. Le gaz a aussi affiché une hausse substantielle. Ces constats confirment, si besoin était, que l'énergie représente aujourd'hui un enjeu central dans la marche du monde. Elle attise les tensions géostratégiques et motive des interventions guerrières. Les conséquences qui en découlent sur sa disponibilité et son prix sont parmi les premières à être scrutées, alarmant les uns ou réjouissant les autres. Tout au bout de la chaîne, elle constitue toujours une préoccupation majeure pour les ménages et les entreprises.

Face à des prix qui prennent l'ascenseur, on se demande si l'Etat doit intervenir. En l'occurrence, du moins pour ce qui concerne la Suisse, on ne se trouve pas aujourd'hui dans une situation où une intervention publique serait nécessaire. En revanche, si la crise devait durer encore plusieurs semaines, l'Etat aurait la possibilité de libérer une partie de ses réserves stratégiques pour alléger quelque peu la pression.

Les automobilistes confrontés à la cherté de l'essence ou du diesel ont la possibilité de comparer les prix pratiqués chez différents fournisseurs, par exemple en utilisant l'application en ligne du TCS (www.tcs.ch/carburants). Les différences de prix sont parfois importantes et faire jouer la concurrence peut inciter les compagnies pétrolières à ne pas gonfler artificiellement leurs prix.

Parallèlement, il faut garder à l'esprit que les hausses brutales qui surviennent en réaction aux événements internationaux sont rarement de longue durée. On a vu ces derniers jours comment une simple phrase du président américain a déclenché une redescende des prix – sans doute passagère, il est vrai. Il faut aussi se souvenir de la crise énergétique de 2022, où le gaz et l'électricité ont connu des pics vertigineux... qui se sont ensuite résorbés assez rapidement. Lorsqu'on observe aujourd'hui le prix élevé des carburants, il ne faut pas oublier qu'il se situait ces derniers mois à un niveau particulièrement bas et que chacun en a profité. Calculé sur le long terme, le prix moyen du baril de pétrole semble rester autour de 80 dollars, malgré des fluctuations importantes et multiples.

Dans ce contexte, l'électromobilité, même si elle représente une évolution recommandée du parc automobile, ne constitue pas une planche de salut à court terme face au renchérissement passager du pétrole. On rappellera d'ailleurs que le prix de l'électricité reste corrélé à celui d'autres énergies, en particulier à celui du gaz.

La principale leçon à retenir est que, davantage que le prix de l'énergie, ce sont ses amples fluctuations qu'il s'agit de maîtriser. Si l'Etat veut agir dans ce sens, il doit veiller à disposer de réserves stratégiques d'énergies fossiles, mais aussi renforcer son indépendance énergétique, en particulier en développant des capacités substantielles de production d'électricité.